

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°30 – 29 juillet 2021.

En bref

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé cette semaine ses prévisions de croissance pour la région Amérique latine-Caraïbes en 2021 à 5,8 %, soit une hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport aux estimations d'avril. L'amélioration est principalement due à des révisions à la hausse au Brésil et au Mexique (qui enregistreront respectivement une croissance de 5,3 et 3,6 % en 2021). En 2022, le FMI estime que la croissance de la région atteindra 3,2 % (en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à ses dernières prévisions). Par ailleurs, le FMI a maintenu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à 6 % pour 2021 et 4,9 % en 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,8 %

Il s'agit de la nouvelle estimation du taux de croissance du FMI pour la région en 2021, contre 4,6 % précédemment.

BOLIVIE

Accord Bolivie-Mexique pour la production et le traitement du lithium.

Les ministres des Affaires étrangères de Bolivie et du Mexique ont signé à Mexico le 23 juillet dernier une lettre d'intention pour la coopération dans la production et le traitement du lithium, prévoyant une coordination entre les ministères concernés et l'entreprise publique bolivienne YLB. La Bolivie comme le Mexique possèdent d'importants gisements de lithium et envisagent de les valoriser ensemble (Salar de Uyuni en Bolivie, Sierra Madre Occidental de Sonora au Mexique notamment). Avec cet accord, le gouvernement mexicain dit vouloir apprendre de l'expérience bolivienne de nationalisation du lithium. Cependant, l'industrie

bolivienne du lithium, paralysée par la pandémie, peine à redémarrer. En avril, le gouvernement bolivien a lancé un AMI pour l'extraction directe du lithium à Oruro et à Potosí, dans le cadre duquel des entreprises françaises ont répondu, toutefois ce processus rencontre des difficultés. En effet, en juin, le Comité Civico Potosinista (Comcipo) a critiqué cet AMI considérant qu'il violait la loi 928 sur la création d'YLB qui stipule que 100 % de l'extraction doit être effectuée par l'entreprise publique. Par ailleurs le président d'YLB, Marcelo Gonzáles, a démissionné la semaine dernière pour raison personnelle.

COLOMBIE

Au total, neuf projets d'infrastructure majeurs seront inaugurés ce semestre.



Sur la seconde moitié de l'année, le pays inaugurerait 9 grands projets d'infrastructures. Parmi ceux-ci figure la traversée de la Cordillère centrale, un projet dans lequel l'Institut national des routes (Invías) a investi 739 MUSD pour la construction de 60 ouvrages, dont 25 tunnels, 31 viaducs, 3 échangeurs routiers et une double voie de 30 km sur la route Calarcá - Cajamarca. L'Agence nationale des infrastructures (ANI) estime par ailleurs que six des projets de concessions 4G seront livrés entre juillet et décembre 2021. Outre les grands projets qui ont un impact sur l'ensemble du pays, l'Institut de développement urbain de Bogotá (IDU) prépare la livraison de 9 travaux complémentaires pour l'amélioration des stations du système de transport Transmilenio entre septembre et novembre.

La fintech Rappi crée RappiBank.

Le nouvel établissement de crédit « RappiBank », créé avec la banque Itaú au Chili, devrait émettre 100.000 cartes au cours de sa première année de fonctionnement et permettre à la fintech Rappi de consolider ainsi son cinquième projet financier dans la région. La startup colombienne est déjà présente dans les secteurs financiers au Pérou avec son allié local Interbank, au Mexique avec Banorte, au Brésil avec son fonds d'investissement Rappi Capital et a annoncé la création en Colombie d'un nouvel établissement de crédit numérique avec la banque Davivienda. Sur le marché chilien, Rappi a notamment pour objectif de proposer des prêts pour fonds de roulement à plus de 10.000 fournisseurs présents sur l'application et d'offrir un accès aux prêts et aux produits de paiement à ses 1,6 M d'utilisateurs.

La production d'or alluvial en Colombie augmente de 3 %, mais elle est en grande partie illégale.

Le nombre d'hectares utilisés pour la production d'or alluvial - c'est-à-dire sous forme de dépôts, transporté par les eaux courantes - a augmenté de 3 % l'année dernière, tandis que la part de la production illégale atteint 69 % en 2020 (contre 66 % en 2019), selon les chiffres publiés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). En 2020, seulement 24 % de la production alluviale disposait d'autorisations techniques ou environnementales et 7 % était en cours de légalisation, précise le rapport. La production illégale d'or à grande échelle - que ce soit le long des cours d'eau ou sous terre - cause de graves dommages à l'environnement et nuit à la production des entreprises agréées.

EQUATEUR

Le marché du travail affiche des perspectives encourageantes.

À la veille de la présentation au Parlement de la loi des opportunités du travail, le marché de l'emploi a présenté des perspectives encourageantes au cours des 6 derniers mois. En effet, le taux de la population active ayant un emploi est de 31,3 % en juin (2,6 M de personnes) contre 30 % au mois de mai. En juin, le taux de chômage s'est par ailleurs établi à 5,1 % de la population active, soit le niveau le plus bas de l'année (426.875 personnes). Cependant, le sous-emploi reste toujours important et représente encore 63,6 % de la population active en juin, soit 5,3 M de personnes.



Les exportations pétrolières sont en hausse de 81 % au premier semestre.

Les exportations pétrolières équatoriennes ont atteint 3,2 Mds USD au premier semestre 2021 (contre 1,8 Md USD au premier semestre 2020), soit 55,42 M de barils. Plus en détail, parmi ces exportations, 2,2 Mds USD correspondent à des contrats à long terme et 1 Md USD à des ventes sur le marché spot. Entre janvier et juin 2021, l'Équateur a bénéficié de la hausse significative du prix du pétrole, passé de 52,12 USD à 71,35 USD. Les opérations de vente ont été réalisées avec Petrothailandia, Petrochina, Unipet, Shell, Trafigura et Tpeco Asphalt. Le premier semestre 2020 avait été marqué par la chute des prix internationaux du pétrole et par la rupture des 2 oléoducs de transport de pétrole équatorien.

PEROU

Francisco Sagasti transmet le pouvoir à Pedro Castillo ce 28 juillet, à l'occasion du bicentenaire du Pérou.

Ancien congressiste du Parti *Morado* (centre) âgé de 76 ans, le Président Sagasti a dirigé durant ces 8 derniers mois un gouvernement « *de transition et d'urgence* », à la suite de la destitution du Président Vizcarra en novembre 2020 dans un contexte de forte instabilité politique. M. Sagasti termine cette semaine son intérim avec une popularité assez élevée (52 % d'après IEP), qui s'explique sans doute par certaines décisions perçues positivement par l'opinion. À ce jour, 7,6 M de Péruviens (21 % de la population) ont reçu au moins une dose de vaccin, et 4,5 M (environ 14 % de la population) sont totalement vaccinés

contre le COVID-19. Par ailleurs, le gouvernement sortant a sécurisé l'acheminement de 98,8 M de doses et établi un calendrier selon lequel le pays lancera la vaccination de toutes les personnes de 12 ans et plus d'ici fin 2021. Il a également acté l'extension de l'assurance publique de santé (SIS), offrant ainsi une couverture minimale à chaque Péruvien, au moins pour la durée de l'urgence sanitaire. Enfin, l'administration Sagasti a su organiser le processus électoral au premier semestre en pleine seconde vague épidémique, ainsi que la passation des dossiers à la future équipe au cours de ces derniers jours.

Feu vert du MEF à un énième avenant en vue du mégaprojet d'irrigation « Majes Sigwas II ».

Le 19 juillet, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a approuvé le 13^{ème} avenant au projet « Majes Sigwas II », lequel prévoit un investissement supplémentaire de 104 MUSD à consentir par le concessionnaire, par rapport aux 550 MUSD initialement prévus. Le coût de cet avenant sera couvert par la valorisation des terres agricoles concernées par le projet. Visant à irriguer 60.500 ha de plaines dans la région d'Arequipa, celui-ci était bloqué depuis 2017 en raison de désaccords entre le gouvernement Régional d'Arequipa (GRA) et le consortium responsable du projet, mené par l'espagnol Cobra (racheté par Vinci en avril 2021). « Majes Sigwas II » permettra la culture de produits pour l'agro-exportation, rapportant 1 Md USD par an à la région d'Arequipa (13,9 % de son PIB, 0,7 % du PIB national) et devrait créer plus de 150.000 emplois durant les phases de construction et d'exploitation. Actuellement, la *Contraloría* (l'équivalent de la Cour de Comptes) examine l'avenant et doit l'approuver avec le GRA, afin que les travaux puissent reprendre.



VENEZUELA

La Banque centrale augmente les tarifs des banques, des bureaux de change et des points de vente.

La Banque centrale du Venezuela a publié un avis officiel révisant les frais et commissions que les banques, les maisons de change et les fournisseurs non bancaires de moyens de paiement peuvent facturer pour leurs services, abrogeant ainsi les tarifs en vigueur depuis août 2020. Le coût mensuel de maintenance d'un compte courant non rémunéré passe de 60 bolivars à 19.132 bolivars, soit une augmentation de 31.787 %. Les frais pour les chèques retournés pour insuffisance de fonds passent de 623.421 bolivars à 1.246.842 bolivars (augmentation de 100 %). Les avances de fonds par carte de débit seront désormais assorties d'une surcharge de 3.500 bolivars (hausse de 74 %). Enfin, les services liés à la détention de comptes en devises (qui représentaient, fin juin, 56 % du total des dépôts bancaires) enregistrent des hausses significatives. Par exemple, l'émission d'une carte de débit avec puce coûte désormais 1.532.074 bolivars (augmentation de 2.197 %).

Les créanciers de PdVSA ciblent les fonds de la banque portugaise Novo Banco pour tenter de recouvrer leurs créances.

La banque portoricaine Banco San Juan Internacional (BSJI) a obtenu ce mois-ci une ordonnance d'un tribunal de Lisbonne pour saisir les fonds détenus sur un compte contenant 1,3

Md USD chez la banque portugaise Novo Banco en compensation du défaut de PdVSA sur un accord de crédit avec la banque en 2018. Les demandes de paiement à partir du compte de Novo Banco totalisent près de 600 MUSD.

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 1.600% au premier semestre 2021.

Au cours du premier semestre 2021, le prix en bolivars des aliments au Venezuela a augmenté de 1.600 %, essentiellement du fait de la pénurie de carburants – en particulier de diesel – qui empêchent les agriculteurs de transporter les marchandises. Cette situation a par ailleurs entraîné une perte hebdomadaire de 25.000 tonnes de denrées alimentaires depuis le début de l'année.

Les exportations de crevettes pourraient augmenter jusqu'à 20 % cette année.

L'Association des producteurs de crevettes de l'ouest du Venezuela (Asoproco) a indiqué que malgré les revers d'une économie présentant de graves distorsions auxquels s'ajoutent les restrictions imposées par la pandémie de Covid-19, le Venezuela parviendra à clôturer l'année 2021 avec une augmentation de 20 % des exportations de crevettes, par rapport à 2020. Si une croissance annuelle de 20 % ou plus est maintenue, Asoproco estime que dans trois ans les exportations annuelles atteindront plus de 100.000 tonnes de crevettes, ce qui placerait le Venezuela au même niveau que le Brésil et le Mexique.



DOSSIER DU MOIS : Commerce extérieur, intégration régionale et mondiale des pays de la zone andine.

En 2020, le commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes a connu sa pire performance depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, en raison de la crise générée par la pandémie mondiale de COVID-19 et des restrictions imposées par les gouvernements pour enrayer sa propagation. La CEPALC estime que les importations et les exportations de la région ont baissé de 20 % et 13 % respectivement en 2020. Les secteurs les plus touchés sont le tourisme (-55 % au cours du premier semestre de l'année), suivi par les combustibles (-36 %) et les transports (-26 %). En revanche, le secteur des services numériques a bénéficié de la crise: le télétravail a augmenté de 324 %, le commerce électronique de 157 % et l'enseignement virtuel et à distance de 62 %. Toujours selon la CEPALC, l'intégration régionale - et mondiale - doit être au cœur de la stratégie de sortie de crise pour la région, alors que l'organisation note une perte « inquiétante » de vitesse dans le commerce intra-régional du Mercosur (10,6 % des exportations totales du bloc en 2019) et de l'Alliance du Pacifique (qui ne consacre que 3 % de ses échanges à ses propres pays).

En Bolivie, et comme dans l'ensemble des pays de la zone, le commerce a été impacté par la crise du COVID-19. En 2020, la valeur des exportations atteint 7 Mds USD (-21 % par rapport à 2019) et celle des importations 7,1 Mds USD (-27 %). Le pays affiche un déficit commercial de 82 MUSD, le plus faible des 6 derniers exercices, en raison d'une chute plus importante des importations que des exportations. La Bolivie ne compte qu'un Accord de Libre Échange (ALE) en vigueur, depuis son adhésion à la Communauté andine (la CAN, le plus ancien mécanisme d'intégration de la région), laquelle permet le libre commerce avec l'Équateur, la Colombie et le Pérou. Par ailleurs, la Bolivie a signé des accords commerciaux à portée plus limitée avec le Mexique, le Chili, le Venezuela, Cuba et le Mercosur (pour lequel son adhésion n'a pas encore été ratifiée). La Bolivie bénéficie enfin d'un accès préférentiel aux marchés des États-Unis, de l'Union européenne (SPG+), du Japon et du Canada.

En Colombie, les exportations et les importations ont enregistré une baisse de 17,5 % (41,8 Mds USD) et 21,4 % (31,05 Mds USD) respectivement

en 2020, en raison d'un fort ralentissement des exportations de produits miniers mais aussi du faible dynamisme de secteurs importants pour le pays, comme l'agriculture. Dans un rapport récent, l'OCDE pointe des coûts d'exportation et d'importation qui restent très élevés (infrastructures et logistique défaillantes, barrières tarifaires et non tarifaires encore élevées) qui limitent l'intégration du pays au commerce international, engendrant peu d'incitations à l'innovation et à la création de valeur ajoutée pour l'exportation. La Colombie a déjà conclu 11 accords régionaux (en comparaison, le Chili en a signé 26), notamment avec les pays du Mercosur, de l'Alliance du Pacifique et la CAN. Le pays, qui n'a finalement pas accédé à l'Accord de partenariat Trans pacifique (CPTPP), a néanmoins décidé de poursuivre les négociations avec les pays qui font partie de l'accord et sont présents au sein de l'Alliance du Pacifique (Singapour, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada).

En Equateur, le gouvernement s'est fixé comme ligne de conduite une politique commerciale dite d'ouverture, plaçant la négociation d'un Accord



de Libre Echange (ALE) avec les Etats Unis ainsi que l'intégration de l'Equateur dans l'Alliance du Pacifique parmi ses priorités. C'est pourquoi le gouvernement a promulgué en début de mois un décret prévoyant la baisse des droits de douane de 661 produits (les ramenant de 353 % à un taux compris entre 0% et 15 %) qui entrera en vigueur le 1er août prochain. Par ailleurs, l'Equateur a signé à la fin juin la Convention pour le règlement des différends relative aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (CIRDI), condition préalable pour signer des accords commerciaux avec les Etats-Unis et le Mexique et pour intégrer l'Accord du Pacifique. En 2020, l'impact de la chute des prix du pétrole – principal produit d'exportation – a été significatif : les exportations totales ont atteint 20,2 Mds USD, en baisse de 9,4 % par rapport à 2019. Les importations se sont contractées selon une tendance similaire, à 17,8 Mds USD, entraînant de fait une balance commerciale positive. Les principales destinations des exportations non pétrolières du pays sont les Etats Unis, l'Union européenne, la Chine puis le Canada.

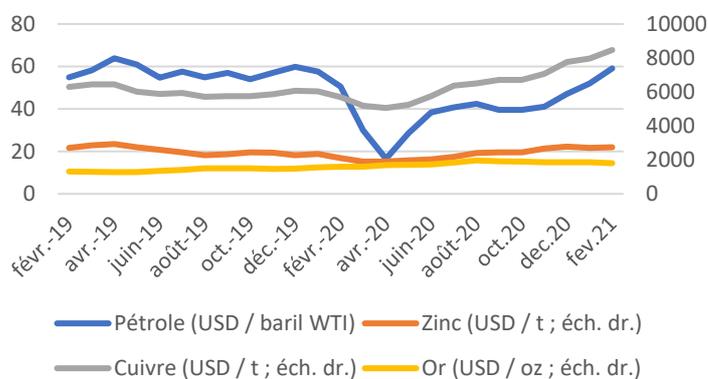
Au Pérou, la valeur des exportations a atteint 41,6 Mds USD en 2020, en baisse de 10 % par rapport à 2019, et la valeur des importations atteint 36,1 Mds USD (-15 % sur an), desquelles résulte un excédent commercial de 5,5 Mds USD cette même année. A l'instar de son voisin la Bolivie, le Pérou fait partie de la CAN mais également de l'Alliance du Pacifique ce qui lui offre un libre accès à cinq marchés. Le Pérou a par ailleurs signé des accords au sein de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), avec l'Union européenne (27 économies) et 12 autres pays dont le Royaume-Uni (dit PTGP). Le dernier ALE ratifié est le CPTPP - qui rentrera en vigueur en septembre 2021 -, au sein duquel figurent 10

économies dont 4 avec lesquelles le Pérou n'avait pas encore d'ALE (Brunei, Malaisie, Nouvelle Zélande, Vietnam). Le pays compte 21 accords commerciaux au total.

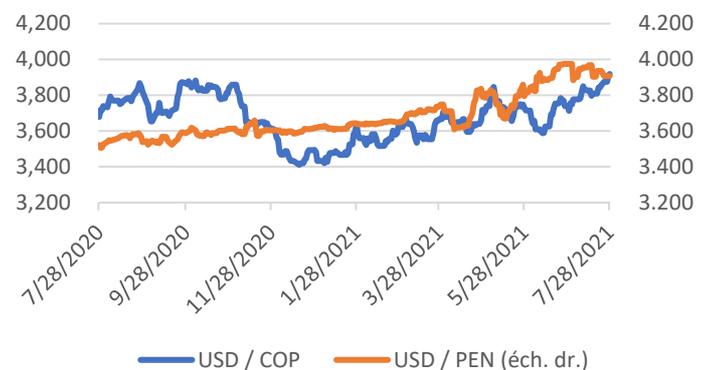
Au Venezuela, le pays continue d'être affecté par les sanctions économiques des Etats-Unis. En 2020, la valeur des exportations et des importations a atteint respectivement 4,8 Mds USD (-4 % sur un an et - 94,3 % par rapport à 2012) et 5,7 Mds USD (- 6 % sur un an et - 86,4 % par rapport à 2012). Les exportations de pétrole – premier produit d'exportation du pays – ont chuté de 77,6 % en 2020 à 3,2 Mds USD. Ses principaux clients sont l'Inde, la Chine, la Malaisie, la Turquie et l'Espagne. Depuis 2017, le bloc commercial sud-américain Mercosur a suspendu le Venezuela pour une durée indéterminée pour le non-respect des règles du bloc. A noter que le processus de libéralisation de l'économie par l'assouplissement du contrôle des changes, la privatisation des entreprises publiques déficitaires et l'ouverture relative au commerce et aux investissements étrangers depuis le début de l'année pourraient expliquer un rebond temporaire en 2021. Ainsi, l'Université catholique Andrés Bello prévoit une croissance positive de l'économie vénézuélienne de 2 % à la fin de l'année en cours.

Les graphiques de la semaine :

Cours des matières premières (mensuel)



Taux de change (quotidien)



Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

